

**TEL PERE, TEL FILS
OU L'HISTOIRE D'UNE SUCCESSION SUR MESURE :
BACHAR EL ASSAD ET LES NOUVEAUX DEFIS
DE L'ETAT BAATHISTE**

PAR

Ethan CORBIN*

Historiquement et aujourd'hui encore, la Syrie détient une position unique dans le monde arabe. Bien que les Syriens appartiennent majoritairement au courant sunnite de l'Islam, le pays est dirigé par une minorité alawite, du courant chiite¹. La population est une véritable mosaïque ethnique et religieuse, composée d'Arabes, d'Alawites, de Druzes, de Kurdes et d'Arméniens, chaque communauté se rattachant à des obédiences musulmanes et chrétiennes diverses, parlant l'arabe, le kurde, l'arménien, le tcherkess et l'araméen. Pour compliquer encore les choses, l'allié régional majeur de la Syrie est l'Iran : Etat non arabe, chiite et persan, qui semble voué à devenir la puissance dominante du Moyen-Orient après l'invasion de l'Iraq par les Etats-Unis. Damas accueille également de nombreux groupes armés non étatiques, qui représentent une menace constante le long des frontières d'Israël.

Au Sud-Ouest, les Hauts du Golan – les hautes terres fertiles que la Syrie a dû céder à Israël lors de la guerre de 1973 – restent principalement sous contrôle israélien. Seule une petite force de l'ONU gouverne un *no man's land* neutre aux environs d'al Quneitra. A l'Est, la Syrie est assaillie par un flux constant de réfugiés de la guerre d'Iraq : elle accueille, au total, entre 1,7 et 1,9 million de réfugiés. L'instabilité politique à la frontière occidentale du pays, partagée avec le Liban, est souvent mise sur le compte de l'ingérence syrienne. C'est l'un des principaux motifs des sanctions bilatérales des Etats-Unis contre le pays.

L'année 2008 aura mis la stabilité du régime à rude épreuve. Il reste beaucoup de questions sans réponse sur l'incident du 6 septembre 2007, où des avions israéliens ont pénétré l'espace aérien de la Syrie pour détruire ce qu'ils ont qualifié d'équipements nucléaires au nord du pays : le silence qui entoure l'événement lui garde tout son mystère. En 2008, la Syrie aura connu, en l'espace d'un mois, les attentats terroristes de provenance intérieure les plus dévastateurs depuis le soulèvement du Hamas en 1982 : le 27 septembre, une bombe faisait 17 victimes et, le 26 octobre, un raid américain dans le désert oriental infligeait un camouflet supplémentaire à l'intégrité de l'Etat. La question de la sécurité en Syrie, récemment attaquée de toutes parts, conduit à s'interroger sur l'étendue du contrôle de Bachar el Assad sur son propre pays.

Si les analyses de la situation actuelle en Syrie ont un dénominateur commun, c'est celui de l'absence de consensus véritable dans les motivations des actes du pays. De nombreux chercheurs annoncent encore l'effondrement de cet Etat très centralisé, isolé

* Earhart Fellow en Etudes de sécurité internationale assistant de recherche à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France).

¹ La *fatwa* prononcée par l'imam Musa al-Sadr en 1973 a apaisé les tensions sur la place des Alawites dans la communauté musulmane, puisqu'il y était dit que les Alawites étaient « Ithna-'Ashariyya », rattachés à l'Islam.

diplomatiquement et quelque peu excentrique : des prédictions qui s'avèrent peu pertinentes, étant donné la nature fortement imprévisible de la région et leur propre incapacité à tenir compte du processus de décision de l'Etat syrien, d'une logique brutale quand il s'agit de crises potentiellement existentielles. La famille Assad détient le pouvoir depuis plusieurs décennies et ne montre aucun signe de fin imminente. Bien que Bachar el Assad ait connu un début de siècle difficile, les retours et les ruptures de fortune caractéristiques de la Syrie se prononcent nettement en faveur de la survie du régime à présent et, plus encore, d'une grande durabilité, à l'orée du second mandat du Président.

En dépit de son long isolement politique, la Syrie reste un acteur indispensable du Moyen-Orient. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la création d'un arrangement durable du conflit israélo-palestinien. L'influence syrienne s'étend sur la région, se manifestant de manière plus indirecte que directe ces derniers temps. Elle joue un rôle évident dans l'instabilité persistante au Liban, le long des frontières d'Israël, aux quatre coins de l'Iraq et dans la montée en puissance de l'Iran dans la région.

Nous tenterons, dans cet article, d'exposer brièvement l'histoire de la formation de l'Etat syrien avant la prise du pouvoir de la famille Assad. Nous examinerons ensuite comment Hafez el Assad s'est maintenu au pouvoir, tout en renforçant la position du pays face à ses voisins du Moyen-Orient. L'étude des mécanismes de transmission du pouvoir de Hafez el Assad à son fils Bachar jusqu'à la mort du premier en 2000 serviront de base pour comprendre la position actuelle du pays. Alors que Bachar entame sa neuvième année au pouvoir, nous examinerons l'héritage de la famille Assad dans deux domaines majeurs : la politique étrangère et la politique économique, principaux moteurs des difficultés présentes de la Syrie aux niveaux intérieur, régional et mondial.

Il ne peut y avoir de remède facile au martyre largement auto-infligé de paria international que vit la Syrie. Ses liens politiques et économiques avec Téhéran, son soutien aux acteurs non étatiques – c'est-à-dire le Hezbollah, le Hamas, et le Djihad islamiste –, qui continuent à troubler les eaux du conflit israélo-palestinien, maintiennent le pays embourbé dans son isolement diplomatique et son immobilité économique : les pays occidentaux et leurs alliés régionaux rejettent, en grande partie, la Syrie. Et c'est précisément cet état de fait qui renforce ses liens avec l'Iran, devenu l'une des rares soupapes d'une économie qui se prépare lentement à faire face aux défis du XXI^e siècle, sous le couperet d'un effondrement fiscal. Cependant, malgré ce cercle vicieux, la Syrie est peut-être en train d'accéder à la libéralisation de son économie et de revenir à une position de premier plan sur l'échiquier diplomatique du Moyen-Orient.

UN DILEMME MOYEN-ORIENTAL

La Syrie a un point commun avec ses nombreux voisins de la région : la longévité de son chef d'Etat. Comme l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, la Tunisie et, jusqu'à ces dernières années, l'Iraq, la Syrie ne souffre pas d'une instabilité politique excessive, mais plutôt d'une trop grande stabilité². Le processus orchestré par l'extérieur de la formation d'un Etat-nation dans la région au début du XX^e siècle explique, en partie, cette déclaration qui semble contredire les faits.

² Glenn ROBINSON, « Palestine after Arafat », *The Washington Quarterly*, n° 23, aut. 2000), p. 77, cité par Daniel BYMAN, « The implications of leadership change in the Arab world », *Political Science Quarterly*, vol. CXX, n° 1, print. 2005, p. 2.

A des degrés divers, la plupart des Etats du Moyen-Orient possèdent une histoire semblable sur leurs origines. Les différences existantes n'ont pas été préméditées, mais résultent d'une division arbitraire des territoires orientaux et méridionaux de l'Empire ottoman par la France et la Grande-Bretagne, en anticipation de la victoire attendue des Alliés lors de la Première Guerre mondiale. Ces décisions, souvent capricieuses, expliquent la distribution irrégulière des ressources naturelles dont chaque Etat allait hériter à son entrée dans le système international. Ainsi fut créée une région de nantis et de démunis stratégiques. Les Etats dépourvus de la rente du pétrole ou du gaz se sont retrouvés à chercher des revenus de-ci de-là, sous forme de rentes stratégiques ou d'exportation de main d'œuvre en surplus aux Etats du Golfe, riches en pétrole mais pauvres en population.

Dans le cas de la Syrie, la France a redessiné les frontières de l'ancien quartier ottoman pour accommoder ses propres intérêts dans la région. Grâce à des négociations secrètes, des arrangements confidentiels avec les magnats du pétrole et l'apaisement dans le cas d'Alexandrette – aujourd'hui Iskenderun –, la France a déjoué les tentatives arabes de construire une entité nationale plus vaste, désignée sous le nom de *bilad al-sham* (« région du Nord » en arabe), intégrant le concept de Sooriya al-Kubra (Grande Syrie) : le Liban actuel, Israël, la Jordanie, ainsi que certaines parties de l'Iraq et de la Turquie. Pour les Arabes syriens, l'Etat tronqué qui en est issu représente un objet de honte, imposé par l'impérialisme européen, et une arène agitée pour la ribambelle de minorités ethniques et religieuses qui composent une bonne part de la population.

Cet arrangement malcommode a donné naissance à un Etat fragile, traversé par tant de forces internes disparates qu'il est devenu un trou noir pour le pouvoir. Pendant une quinzaine d'années, la Syrie a vu défiler les coups d'Etat, abandonnant sa souveraineté à un Etat panarabe, s'unissant à Nasser de 1958 à 1961 pour créer la République arabe unie (RAU) dans l'espoir de retrouver son ancienne gloire supposée de cœur de l'Arabie. Si la scène politique est restée instable, la courte présence égyptienne aura laissé une organisation administrative qui faisait jusque-là cruellement défaut à l'Etat syrien.

ASSAD LE SAUVEUR

Cette période de troubles aura permis l'ascension de Hafez el Assad, qui défia la logique de la brève histoire de la Syrie en la transformant en parangon de stabilité dans la région. Assad a accompli cette tâche impossible jusqu'alors en installant un système autoritaire populiste. Il sut jongler avec les tensions contradictoires supra- et sub-étatiques de la Syrie : le désir d'intégrer un Etat panarabe plus vaste et les tensions internes alimentées par le vaste spectre des groupes ethniques et religieux qui composent le pays, pour créer un Etat relativement assuré, jadis inexistant.

Quand Hafez el Assad s'empara du pouvoir en Syrie, il était porté par un héritage français quelque peu inhabituel, qui avait fait de l'armée un instrument des minorités syriennes. Assad a eu la chance d'arriver en 1970, à la fin d'une longue période de coups d'Etat qui ne lui fit rencontrer que très peu de résistance sur son chemin³. C'était le moment idéal. La Syrie, comme les autres nations arabes, remâchait encore l'humiliation de la guerre d'Israël en 1967. Assad sut séduire la population syrienne en se présentant comme le héros

³ Philip K HOURY, *Syria and the French Mandate : the Politics of Arab Nationalism, 1920-1945*, Princeton University Press, Princeton, 1987.

arabe tant attendu, prêt à en découdre avec le pion de l'empire dans la région : Israël. Une fois au pouvoir, Assad divisa les Arabes sunnites en majorité. Par des réformes sur le territoire, Assad s'attacha la loyauté de la population sunnite rurale, bien qu'aux dépens des propriétaires terriens sunnites absents et citadins.

Au même moment, le système socialiste unipartiste d'Assad coopta la loyauté des nouvelles classes, que le parti avait largement contribué à créer par ses nouveaux projets d'industrialisation dirigés par l'Etat. Les barons de l'industrie qui dirigeaient ces industries en herbe constituaient une nouvelle classe aisée, prête à détrôner les familles sunnites urbaines qui avaient si longtemps dominé le commerce et la politique en Syrie. Cette nouvelle situation, c'est à Assad et au Parti baathiste qu'ils la devaient. En se servant de la tradition de l'*asabiya* – ou parenté – et d'un système sophistiqué de gratifications patrimoniales, Assad obtint le monopole sur le recours à la force en Syrie, se protégeant ainsi des coups d'Etat militaires éventuels.

Cependant, avec le temps, les structures autoritaires populistes devinrent beaucoup moins populistes et de plus en plus autoritaires. La performance d'équilibriste que le dirigeant doit accomplir entre la figure du héros charismatique et celle de l'autorité intransigeante, tout en tenant compte des besoins de plusieurs sphères de la société relevant de l'Etat, aboutit à un Etat très personnalisé. Ce sont les qualités du dirigeant plutôt que le système de gouvernement lui-même qui deviennent essentielles à la survie de l'Etat. La succession devient alors un défi inhérent. La Syrie n'a pas fait exception.

Après avoir appelé cinq fois son peuple aux urnes au cours des trois premières années de son règne, Assad ne devait plus le consulter de manière significative, pour légitimer la direction ou la composition de l'Etat syrien. Il devient obsédé par la politique étrangère. Ses machinations régionales constantes lui valurent des surnoms tels que « le Sphinx de Damas »⁴. Toutefois, alors qu'Assad se consacrait à d'autres problèmes, sa structure étatique autoritaire et populiste fut confrontée à deux défis : l'immobilisme de la politique économique et l'Islam politique. Ces deux sources de tensions, bien qu'elles ne soient pas propres à la structure étatique autoritaire et populiste, semble revêtir ici une importance particulière. En dépit de tous ses efforts, ces défis allaient le poursuivre pendant les trente années de son règne.

UNE NATION SANS CHEF DE FAMILLE : LA MORT D'ASSAD PERE

En 2000, le dirigeant autoritaire Hafez el Assad entamait péniblement sa quatrième décennie au pouvoir, visiblement affaibli par un cancer et une insuffisance cardiaque. Il était confronté à d'autres défis que les problèmes habituellement rencontrés dans sa gouvernance, l'une des plus longues au Moyen-Orient, d'un Etat dont la complexité est un trait distinctif⁵. Le début du siècle ne s'annonçait pas bien pour la Syrie. La situation de l'Etat était peut-être un rappel cruel de la synergie entre le dirigeant et son pays au cours du règne d'Assad. L'économie syrienne sclérosée tentait d'avancer tant bien que mal, incommodée par le manque de réformes libérales nécessaires pour faire face aux défis de la mondialisation grandissante⁶. La politique étrangère, quant à elle, après avoir longtemps été l'objet principal

⁴ Moshe MA'OZ, *Asad : The Sphinx of Damascus*, Weidenfeld & Nicolson, New York, 1988.

⁵ Walid ABU-ZAHR, *Al Watan al-'Arabi*, 31 janv. 1997.

⁶ Volker PERTHES, *The Political Economy of Syria Under Asad*, I. B. Tauris & Company Ltd./St. Martin's Press, Londres, 1995.

des attentions d'Assad, tombait dans l'état dangereux de l'éventualité d'une retraite stratégique et d'une marginalisation apathique.

La nation syrienne montrait des signes de crise économique et sociale. Les réserves de pétrole, dont l'utilisation avait connu un pic au cours de la décennie précédente, commencèrent à s'épuiser ; or, elles représentaient plus de la moitié des revenus du gouvernement⁷. L'agriculture était le seul autre secteur de l'industrie syrienne à apporter des revenus substantiels, mais elle s'est avérée trop soumise aux aléas du climat moyen-oriental instable⁸. Un système gangrené par la corruption des gratifications patrimoniales maintenait la bourgeoisie sunnite dans l'oisiveté. Ce groupe, tributaire du dirigeant alawi et de sa ligne dure, était le rappel vivant que l'économie syrienne était entre les mains d'un très petit nombre de personnes. L'élite dirigeante dans les cercles alawis, sunnites et druzes, enrichie par les pots-de-vin et endormie par les sinécures, montrait que la loyauté au régime – une loyauté ténue, au mieux – pesait lourdement sur l'Etat. Cependant, les passions incendiaires des centres urbains islamistes conservateurs d'Hama et d'Aleppo se firent très peu entendre. La réplique sanglante d'Assad au mouvement islamiste des années 1980, c'est-à-dire le massacre de milliers de personnes au cours d'un soulèvement des Frères musulmans, avait joué le rôle d'un avertissement sans appel contre toute manifestation islamiste violente. Il n'en restait pas moins que le pays entrait dans un siècle nouveau, où une vague de réislamisation envahissait le Moyen-Orient : la Syrie n'allait pas faire exception⁹. En plus de problèmes sectaires non résolus, Assad savait que son pays était de plus en plus confronté à la réalité d'une marginalisation régionale et internationale¹⁰.

Pour chacun des quatre piliers majeurs de sa politique étrangère (le Liban, Israël, le Moyen-Orient élargi et les Etats-Unis), Assad devait faire face à de nouveaux défis pour les mêmes problèmes. Le périlleux numéro d'équilibriste qui maintenait la présence syrienne au Liban montrait des signes visibles d'usure. Rafiq Hariri, le milliardaire sunnite anti-syrien, semblait bien parti pour redevenir le Premier ministre du Liban et sa longue défense de l'indépendance libanaise n'augurait rien de bon pour la Syrie dans le domaine militaire ou économique. Le Liban ne jouerait plus le rôle de zone-tampon avec Israël ni d'employeur consentant de la main-d'œuvre syrienne en surplus¹¹. Suite à son soutien constant des groupes armés non étatiques opérant à l'intérieur de ses frontières ainsi qu'au Sud-Liban et dans les territoires occupés, l'ancienne position de puissance de la Syrie au Moyen-Orient était compromise par l'indifférence croissante des Etats-Unis et d'Israël envers le processus de paix israélo-syrien. Les derniers efforts de négociation de la paix en Israël avaient un caractère ouvertement moribond. L'épine de Golan devait rester fichée au flanc d'Hafez el Assad.

Au moment de la passation de pouvoir aux Etats-Unis, Assad ne savait pas quoi attendre du fils de George H. Bush. Les signes portaient à croire que Washington adopterait une approche diplomatique plus réservée vis-à-vis de la Syrie¹². Le développement du commerce illicite avec l'Iraq, provenant surtout de la subversion du projet de l'ONU « Nourriture contre pétrole », représentait à la fois un soutien économique et un handicap

⁷ Ibid.

⁸ Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria*, Brookings Institution, Washington, 2005, pp. 32-35.

⁹ Olivier ROY, *Globalized Islam : the Search for a New Ummah*, Columbia University Press, New York, 2006.

¹⁰ Flynt LEVERETT, *op. cit.*, p. 33 ; Volker PERTHES, « The political economy of the Syrian succession », *Survival*, n° 1, print. 2001.

¹¹ Flynt LEVERETT, *op. cit.*, p. 43.

¹² Volker PERTHES, « Syria : difficult inheritance », in Volker PERTHES (dir.), *Arab Elites : Negotiating the Politics of Change*, Lynne Rienner Publishers, Londres, 2004, pp. 87-114.

politique, étant donné les mauvaises relations de l'Iraq avec les autres Etats arabes. Enfin, ses liens de longue date avec l'Iran, sous la forme d'une participation consentante au croissant chiite dans la région, ne firent qu'accentuer le rôle de paria de la Syrie parmi les Etats arabes. Une relation qui avait commencé, entre autres, pour améliorer le poids géostratégique de chaque pays vis-à-vis d'Israël, était devenue un poids mort politique pour la Syrie à la fin du siècle précédent.

C'est dans cette conjoncture que Bachar fit son entrée. Il avait trente-quatre ans et était le deuxième fils d'Hafez el Assad. L'aîné, Basil el Assad, était mort six ans auparavant dans un accident de voiture ; avant 1994, Hafez avait soigneusement formé Basil à la fonction présidentielle. A la mort de celui-là, Bachar, un homme réservé, un peu timide et plongé dans ses livres, dut mettre fin brutalement à son internat en ophtalmologie à Londres pour commencer son éducation de futur Assad du Moyen-Orient. A partir de ce moment, Hafez a montré par tous les moyens que Bachar était l'héritier désigné de la présidence¹³. Après une année règlementaire de deuil, les espaces publics syriens furent rapidement recouverts d'affiches montrant la trinité Assad, Hafez, Basil et Bachar, légendées ainsi « *Qa'idna, Mithalna, Amalna* » (Notre chef, notre idéal, notre espoir)¹⁴.

L'APPRENTISSAGE DE L'HERITIER ASSAD

La formation de Bachar s'articulait autour de trois axes : développer des contacts et gagner le soutien des puissantes structures de l'armée et du renseignement ; établir un rapport positif avec la population dans sa généralité ; apprendre de son père les subtilités de la gouvernance populiste autoritaire à la Assad¹⁵. En quelques années, Bachar devint colonel lieutenant, puis colonel en 1999. Dès le milieu de la décennie 1990, Bachar avait fait l'objet d'une campagne bien orchestrée de relations publiques pour nettoyer la république de la corruption, un des plus grands sujets de plainte de la plupart des Syriens. Bachar le jeune était mis en avant comme celui qui mènerait la Syrie vers une nouvelle ère de prospérité économique, en commençant par une initiative anti-corruption ciblant le gouvernement syrien et les cercles d'affaires¹⁶. Bien vite, Bachar assista seul aux cérémonies militaires, aux côtés du ministre de la Défense Tlas et du chef adjoint du personnel Aslan, ainsi qu'aux rencontres avec les dirigeants régionaux, en tant que représentant de la Syrie¹⁷.

En coulisses, Hafez a commencé à supprimer les premiers écueils éventuels à la succession de Bachar. Il consolida d'abord le soutien de sa famille envers Bachar. A cette fin, il renvoya son frère Rifa't de son poste de second vice-Président aux affaires de sécurité nationale. Hafez se méfiait de son frère depuis sa tentative de coup d'Etat en 1983, orchestrée au moment où il avait été maintenu à distance des affaires publiques à cause d'une crise cardiaque. Au cours des années suivantes, Rifa't avait renouvelé ses forces paramilitaires de défense personnelle. Il avait passé la plus grande partie des années 1990 à développer un noyau de fidèles au sein du gouvernement. Hafez, une fois qu'il l'eut compris, ne pouvait courir le risque que son frère tentât un autre coup d'Etat à l'arrivée de son fils au pouvoir. Peu après son renvoi, Rifa't quitta le pays et alla vivre à Paris.

¹³ Eyal ZISSER, « Will Bashar al-Asad last ? », *Middle East Quarterly*, vol. VII, n° 3, sept. 2000, pp. 3-12.

¹⁴ David LESCH, *The New Lion of Damascus : Bashar al-Asad and Modern Syria*, Yale University Press, New Haven, 2005, p. 67.

¹⁵ *Ibid.*, pp. 69-70.

¹⁶ Reinoud LEENDERS, « Syria's anti-corruption drive », *Middle East International*, n° 614, déc. 1999, pp. 23-24.

¹⁷ Flynt LEVERETT, *op. cit.*, pp. 61-64.

Hafez procéda également à des changements de grande et de moyenne importance dans les structures de l'armée et du renseignement : des officiers plus jeunes vinrent remplacer l'ancienne génération. Il effectua notamment un geste crucial : la promotion d'Asif Shawkat, le mari de Bushra, la sœur de Bachar. Shawkat allait connaître dès lors une ascension météorique dans les services syriens de renseignement de l'armée, renforçant la mainmise de la famille sur la sécurité intérieure. De plus, la loyauté des jeunes officiers envers Bachar était d'autant plus assurée qu'ils associeraient leur ascension à la sienne propre¹⁸.

Qui plus est, conformément peut-être aux calculs d'Hafez, Bachar incarnait une légitimité double en tant qu'héritier désigné de la Syrie. Premièrement, le trait probablement le plus évident est que Bachar est le fils d'Hafez el Assad. Ce dernier a été le seul dirigeant capable de sortir le pays de troubles quasi permanents. Il a également donné aux Syriens une certaine fierté, liée à leur nationalité. Sous son règne, la Syrie est parvenue à une certaine victoire contre Israël dans la guerre de 1973 et s'est révélée un rempart inamovible contre les agressions israéliennes dans le domaine de la politique moyen-orientale. La doctrine d'Hafez d'une parité stratégique avec Israël au cours des ans donna à la Syrie une des puissances militaires les plus sophistiquées dans tout le monde arabe¹⁹. En second lieu, âgé seulement de trente-quatre ans, Bachar n'était pas sali par l'image des clans d'élites étatiques de l'ancienne génération. Jeune, intelligent, il faisait figure de véritable réformateur, déterminé à sortir le pays de son marasme économique et de renouveler son approche atavique de la technologie²⁰. Son père avait permis à la Syrie de se redresser. A présent, il était temps pour elle de devenir un parangon de force et de prospérité pour l'ensemble du monde arabe.

S'il était relativement clair qu'Assad avait su préserver sa structure de gouvernance des défis quand il était au pouvoir, les questions de la succession, particulièrement d'une succession sur mesure, étaient nombreuses. Un régime si personnalisé pourrait-il continuer avec un représentant différent ? Assad s'était emparé de l'Etat le plus instable et le plus capricieux du Moyen-Orient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'avait presque transformé en étendard de la stabilité. Cependant, les trente-sept ans de règne baathiste, dont les trente années de celui d'Assad, n'avaient pas réussi à entamer certains des défis sous-étatiques les plus importants de la Syrie.

Les élites syriennes savaient que la stabilité du pays était due à la technique d'Assad pour contrôler l'Etat. Avec un autre dirigeant, la Syrie aurait pu revenir aux cycles de coups d'Etat militaires et de perte d'identité d'avant 1963. De plus, la plupart des membres du premier, deuxième et troisième cercle autour du chef de l'Etat devaient la totalité de sa fortune à la structure étatique d'Assad²¹. Les nombreux services de sécurité et de renseignement du pays étaient des réserves solides de loyauté, principalement à la forte présence d'Alawis dans leurs rangs. Au vu de la situation, bon nombre des membres des élites de la « vieille garde » du gouvernement syrien ont dû trouver préférable de se rallier à l'ascension de Bachar que d'être confrontés à l'éventualité d'un jeu de pouvoir violent et indésirable²².

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Moshe MA'OZ, *op. cit.*, pp. 177-183.

²⁰ David LESCH, *op. cit.*, pp. 73-74.

²¹ Volker PERTHES, « Syria : difficult inheritance », *op. cit.*, pp. 87-114.

²² Rachel BRONSON, « Syria : hanging together or hanging separately », *The Washington Quarterly*, vol. XXIII, n° 4, 2006, pp. 91-105.

UN REDOUX TROMPEUR : REFORMATEUR, OUI... MAIS REFORMATEUR A DEMI

Presque immédiatement après l'arrivée de Bachar au pouvoir, les commentateurs intellectuels, artistiques et politiques de la Syrie se rallièrent pour demander l'augmentation des libertés politiques en Syrie. Bachar était perçu un jeune dirigeant ayant passé du temps en Occident : il représentait donc la personne idéale pour débarrasser le gouvernement de sa corruption. Cette image a certainement joué un rôle dans cette requête, comme le fait que le pays avait un nouveau dirigeant pour la première fois depuis trente ans, tout simplement. Hafez ayant dirigé le pays d'une main de fer, la population savait qu'elle n'avait aucune chance de s'élever contre la nature autoritaire du régime. Son fils étant à présent au pouvoir, elle voulait tester les nouvelles limites qu'on lui imposait.

A la surprise quasi générale, le « Printemps de Damas » ne rencontra au début qu'une faible résistance de la part de l'Etat. C'est ainsi que le 27 septembre 2000, le mouvement naissant de la société civile publia ce que l'on a traduit comme la « Déclaration des 99 », qui appelait à des réformes économiques, juridiques et administratives « urgentes », alors que la Syrie était confrontée aux défis du XXI^e siècle²³. Suite à cette publication, le gouvernement fit relâcher des prisonniers politiques et non politiques, dont le nombre se compta bientôt par milliers²⁴. Bien que de nombreux prisonniers soient des Frères musulmans, Bachar refusa de révoquer la Loi 49 interdisant les Frères, promulguée par son père suite à la tentative d'assassinat de l'organisation contre lui en 1980. Si la déclaration soulignait l'urgence des réformes, elle évitait soigneusement de critiquer Assad ou les élites dirigeantes baathistes. L'appel des réformes politiques était vague, mais clair : « aucune réforme, qu'elle soit administrative ou juridique, ne parviendra à apporter la tranquillité et la stabilité au pays si elle n'est pas pleinement accompagnée des réformes politiques souhaitées, qui seules peuvent amener notre pays vers des rivages sûrs. »²⁵

La réaction relativement positive de Bachar et de son noyau d'élites du Parti baathiste entraîna une sorte d'expression nationale des doléances, bien que l'opposition restât muette sur le sujet des changements politiques. Le mouvement de réforme de la société civile se divisa alors en deux factions distinctes. Les défenseurs de l'*islah*, c'est-à-dire des réformes dans le cadre du système politique actuel, et ceux du *taghyeer* ou du changement de l'ensemble du système de Parti baathiste allaient bientôt s'opposer, quelques mois seulement après la publication de la Déclaration des 99. Le 9 janvier 2001, un vaste contingent des partisans convaincus du *taghyeer* publièrent la Déclaration des 1 000 dans la presse arabe. Peut-être à cause de ce qui était perçu comme l'ouverture du gouvernement ou de l'impression qu'il était possible de jouer sur un sentiment populaire antigouvernemental débouchant sur des manifestations civiles de l'envergure des révolutions de couleur, la Déclaration appelait ouvertement à remplacer le système unipartite par un système démocratique multipartite²⁶.

Il n'y eut pas de manifestation organisée contre l'Etat par des moyens stratégiques non violents, bien qu'elle ait été fortement attendue. La Déclaration des 1 000 ne provoqua pas la réaction populaire espérée par ses auteurs au début de l'année 2001. La riposte du gouvernement de Bachar, quant à elle, ne se fit pas attendre. En l'espace de quelques

²³ Flynt LEVERETT, *op. cit.*, pp. 203-204.

²⁴ Reuters, « Syria human rights advocate welcomes new leader's reforms », *The New York Times*, 17 déc. 2000 ; « Syria to free thousands of non-political prisoners », *The Associated Press*, 23 nov. 2000.

²⁵ Flynt LEVERETT, *op. cit.*, pp. 203-206. La Déclaration des 99 a été réimprimée à partir de sa première parution dans *Al Hayat* le 27 septembre 2000. On en trouve une traduction dans l'ouvrage d'Alan GEORGE, *Syria : Neither Bread Nor Freedom*, Zed Books, Londres, 2003.

²⁶ Comme la Déclaration des 99, la Déclaration des 1 000 est reproduite, en anglais, par Alan GEORGE, *op. cit.*

semaines, Bachar avait fait emprisonner les défenseurs variés du changement gouvernemental pour trahison²⁷. Le bref Printemps de Damas laissa abruptement la place à un long hiver, suite aux arrestations de janvier et de février 2001.

Au cours d'un entretien récent, Yasin Hajj Saleh, journaliste d'*Al Hayat* et principal défenseur des réformes sociales en Syrie, a clairement dit que la population était devenue apathique et que la jeunesse voulait éviter les risques d'une opposition déclarée au régime d'Assad. Suite à la sortie de prison en 1996, après seize ans d'incarcération, Saleh a affirmé que des années de suppression avaient transformé la société civile syrienne en un paysage désolé. En conséquence, il était difficile d'obtenir un élan pour toute sorte d'expression civile véritable²⁸.

Il est néanmoins possible d'affirmer que le mouvement de réforme de la société civile a posé les bases nécessaires à sa réapparition future. Alors que l'Etat subit de plus en plus le poids de son immuable bureaucratie et du manque de réformes économiques, il devient de plus en plus difficile de calmer les soulèvements populaires²⁹. Ce raisonnement a certainement été encouragé par la chaîne d'événements au cours des années suivantes, qui peuvent être considérés comme de graves défaites du positionnement stratégique régional et international de la Syrie. L'implication du régime dans l'assassinat de R. Hariri et la crise régionale et internationale subséquente ont provoqué une enquête de l'ONU, actuellement en cours. La Syrie a perdu son hégémonie militaire au Liban et garde un statut de paria international aux yeux de l'Occident. Cela étant, pour reprendre l'opinion de Waddah Abd Rabbo, le rédacteur en chef d'*Al Watan*, le seul quotidien syrien privé, le déclenchement de toute tentative sérieuse d'expression civile positive a été compromis par le 11 septembre 2001, l'incursion des Etats-Unis dans la région qui en a découlé et les changements de la politique régionale cités ci-dessus³⁰. Les Baathistes ont montré l'événement comme une crise existentielle potentielle et la population s'est rassemblée autour de « la Syrie d'abord », laissant le patriotisme syrien face à une agression étrangère éventuelle submerger les désirs de réforme sociale³¹. Cependant, comme le fait remarquer Yasin Saleh, les craintes pour la sécurité étatique ont été le *leitmotiv* de tous les gouvernements du Moyen-Orient pendant soixante ans : « à chaque décennie, il y a eu une guerre majeure dans la région, qui a provoqué les mêmes réactions gouvernementales : la sécurité d'abord, les réformes après. Que peuvent répondre les libéraux et les défenseurs de la démocratie face à cela ? »³²

Néanmoins, l'argument sécuritaire de la Syrie a perdu en crédibilité avec la détérioration continue de l'Iraq, la victoire électorale du Hamas dans les territoires occupés en décembre 2005 et la victoire stratégique du Hezbollah contre Israël au cours de l'été 2006, ainsi que la puissance croissante de l'allié principal de la Syrie dans la région, l'Iran. La Syrie semble occuper une position de force inédite depuis des années. Il n'en reste pas moins que l'effort le plus sérieux de défense des réformes civiles, la Déclaration de Damas, a récemment essuyé l'arrestation d'Hourani, son dirigeant nouvellement élu, ainsi que de dix autres personnes de premier plan dans le mouvement.

²⁷ Tony BADRAN, « Divided they stand : the Syrian opposition », *Mideast Monitor*, vol. III, n° 1, sept.-oct. 2006, pp. 1-16.

²⁸ Entretien avec Yasin Hajj Saleh, Damas (Syrie), 12 janv. 2008.

²⁹ *Id.* ; Flynt LEVERETT, « Different roads to Damascus », in Flynt LEVERETT (dir.), *Crescent of Crisis*, Brookings Institute Press, Washington, 2006.

³⁰ Entretien avec Wahhad Abd Rabbo, Damas (Syrie), 8 janv. 2008.

³¹ *Ibid.*

³² Entretien avec Yasin Hajj Saleh, *op. cit.*

LES REALITES ECONOMIQUES : LE MODELE CHINOIS ?

Si Bachar est entré dans ses fonctions en tant que porte-étendard de l'anti-corruption et incarnation des « espoirs » d'avenir de la Syrie, il n'avait que peu de chance de faire passer de véritables réformes de l'économie syrienne. Comme il a été dit plus haut, cela est dû à de nombreuses raisons, liées en grande partie à l'immobilisme de la politique économique affligeant les Etats pratiquant l'industrialisation en substitution des importations (ISI). A ses débuts, Hafez el Assad a réussi à insuffler vie à l'économie syrienne. Au début des années 1970, l'ISI avait été un excellent moyen de modernisation défensive pour la Syrie³³. Cependant, alors qu'Hafez se consacrait de plus en plus à l'arène de la politique étrangère, c'est l'économie syrienne qui en a payé le prix. Pendant les années 1980, la bureaucratie d'Etat congestionnée, qui se retrouva rapidement employeur de plus de la moitié de la population active du pays, arrivait à peine à réunir assez de liquidités pour maintenir une économie solvable. Des rentes stratégiques provenant des Etats du Golfe, étant donné le rôle de la Syrie dans la lutte contre Israël et l'aide de l'armée russe – les Soviétiques voyaient là l'occasion de réengager les Etats-Unis dans le conflit israélo-arabe –, apportaient une certaine aide financière³⁴. La domination de la Syrie sur le Liban au niveau politique, puis militaire, sut également créer une valve importante pour l'économie. Le Liban absorba la main-d'œuvre syrienne en surplus. Les Syriens pouvaient affluer au Liban pour travailler dans les services financiers ou dans les marchés de la construction et envoyer des pensions mensuelles³⁵.

Les relations avec les pays du Golfe tournèrent à l'aigre au cours des années 1980 et les apports financiers devinrent plus lents, ce qui provoqua un début de crise fiscale en Syrie. Cependant, la découverte de nouvelles réserves de pétrole et l'afflux soudain de recettes permit à l'Etat d'établir une voie économique relativement indépendante et de repousser des questions économiques bien nécessaires sur le long terme³⁶. Au cours de son règne, Hafez a négligé de faire de réelles réformes économiques libérales. La seule mesure d'importance a été la Loi n° 10 sur les investissements, qui réformait l'environnement juridique et régulateur pour les investissements étrangers directs dans le pays. Toutefois, il ne s'agissait, en réalité, que d'une mesurette. L'Etat dont avait hérité Bachar montrait tous les signes d'une économie fermée, presque dirigée, que le manque de ressources naturelles empêchait d'intégrer le cercle des économies rentières les plus importantes du Moyen-Orient. Assad, à cause de l'appartenance de la Syrie à la liste des « Etats sponsors du terrorisme » des Etats-Unis, fut incapable, vers la fin de sa présidence, de transcender les défaillances des ressources syriennes en développant le secteur technologique. Sans ce débouché central, il lui fut impossible d'entrer et de participer au marché global³⁷.

Au-delà de l'image savamment orchestrée et répandue du caractère de Bachar, il semble qu'il soit réellement en faveur d'une réforme de l'économie syrienne moribonde, bien qu'il soit apparu que, de manière comparable à sa réaction face aux mouvements civils en faveur du changement, Bachar n'allait pas soutenir un projet immédiat de privatisation ou de destruction des barrières commerciales. Bachar semble privilégier ce qu'on pourrait appeler le modèle chinois des réformes : une application lente des politiques économiques pour

³³ Volker PERTHES, *The Political Economy...*, *op. cit.*, pp. 100-120 ; Raymond HINNEBUSCH, *Syria, Revolution from Above*, Routledge, Londres, 2001, pp. 125-126.

³⁴ *Id.*

³⁵ Volker PERTHES, « Syrian regional policy under Bashar al-Asad: realignment or economic rationalization ? », *Middle East Report*, n° 220, aut. 2001, pp. 36-41.

³⁶ Entretien avec Nabil Sukkar, Damas (Syrie), 10 janv. 2008.

³⁷ Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria...*, *op. cit.*, p. 33.

stimuler un secteur entrepreneurial plus solide, une réduction des coûts transnationaux sur le marché intérieur et un lent abaissement des barrières aux interactions d'affaires au niveau mondial.³⁸

Bachar commença son mandat en promouvant une réforme bancaire des plus nécessaires et autorisa les banques étrangères à s'établir dans le pays pour la première fois en plus de trente-cinq ans³⁹. Cette ouverture fut bientôt suivie par des réformes sur les petits échanges monétaires et des initiatives de libre marché, mais les changements s'amenuisèrent pour ne plus devenir que des gestes vidés de sens⁴⁰. Les obstacles à une vraie réforme économique, même à un rythme mesuré, restent solides.

Les Etats-Unis jouent également un rôle indirect, mais important, dans l'économie syrienne. Quatre années de sanctions graves ont fait de la volonté américaine un facteur de poids dans les contraintes limitant les réformes économiques syriennes. Avec la loi sur la responsabilité de la Syrie et la restauration de la souveraineté du Liban (SALSA), les Etats-Unis ont imposé une interdiction bilatérale sur l'exportation des biens de provenance états-unienne ou autre, contenant au moins 10 % d'éléments américains, les seules exceptions étant les médicaments, la nourriture et les matériaux d'aviation commerciales indispensables aux missions. Les sanctions à l'encontre du secteur bancaire syrien relèvent des efforts du *Patriot Act* pour mettre fin au financement du terrorisme. De plus, des sanctions au niveau individuel ciblent des figures vues comme perturbatrices des tentatives constitutionnelles du Liban, encourageant l'afflux de combattants étrangers et/ou l'approvisionnement matériel des forces de l'insurrection en Iraq ou bien les groupes armés non étatiques présents en Syrie, tels que le Hamas, le Hezbollah ou le Djihad islamique⁴¹.

Selon Nabil Sukkar, ancien banquier mondial et PDG actuel de la Société syrienne de consultation pour les affaires et le développement, les effets de la Loi n° 10 sur les investissements sont assez vastes. En 2005, le Parti baathiste a manifesté son soutien à une transition vers une économie de « marché social », dont les conséquences sont visible dans la richesse accrue du pays, puisque le PIB a augmenté depuis de 6 à 6,5 %⁴². Pour N. Sukkar, les sanctions des Etats-Unis, bien qu'elles soient immanquablement une « nuisance », sont loin de remplir leur objectif d'origine, qui était d'handicaper l'économie syrienne.

Les sanctions ont bien un impact négatif sur le pays. Pourtant, l'une des principales raisons de l'incapacité de la Syrie à mener une réforme de ses secteurs économiques est que celle-là s'élèverait directement contre les intérêts personnels d'un grand nombre des principales familles dirigeantes du Parti baathiste, telles que les familles Khaddam et Tlas, par exemple⁴³. La famille Khaddam a amassé une fortune dans le domaine de l'agro-alimentaire au cours des dernières décennies. Ce domaine est l'un de ceux où la Syrie présente un avantage concurrentiel sur les autres pays du Moyen-Orient, en grande partie en raison de

³⁸ *Ibid.*, p. 80.

³⁹ Volker PERTHES, « Syrian regional policy... », *op. cit.*, p. 38.

⁴⁰ Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria...*, *op. cit.*, pp. 80-81.

⁴¹ Département d'Etat, Entretien avec les représentants à l'ambassade américaine de Damas, 5 janv. 2008.

⁴² *Id.*

⁴³ Abdul Halim Khaddam était vice-Président de la Syrie de 1984 à juin 2005. En décembre 2005, Khaddam a accordé un entretien à la chaîne de télévision al-Arabia, où il dénonça le régime syrien. Il fut déclaré traître envers l'Etat. Depuis, il vit en exil en France, bien qu'Interpol ait un mandat d'extradition vers la Syrie. Malgré la saisie de ses biens personnels, l'entreprise de sa famille continue son activité. Cf. Deutsche Presse-Agentur, « Interpol agrees to hand over former Syrian vice President », 28 août 2006. Khaddam s'est allié aux Frères musulmans en exil pour un front d'opposition unifié appelé le Front de salut national.

l'ampleur de son secteur agricole et de son climat favorable. La famille de l'ancien ministre de la Défense, Tlas, détient un monopole écrasant sur l'ensemble du système des télécommunications syriennes, depuis le début du règne de la dynastie des Assad. Les télécommunications sont un secteur essentiel pour toute économie cherchant à satisfaire aux exigences d'une époque dominée par l'information. La Syrie, avec à peine 5 % de la population ayant accès à l'Internet, est l'un des pays les moins connectés de la région⁴⁴.

Tlas est un ancien membre éminent du Parti baathiste, ayant des contacts dans le haut commandement du secteur de la défense : sa famille est, par beaucoup d'aspects, intouchable. Le système de gratifications patrimoniales mis en place par Hafez pour s'assurer des loyautés a créé des obstacles solides pour tout nouveau rival qui voudrait entrer dans la bourgeoisie existante. Cependant, il semble que ces cercles fermés commencent à s'ouvrir. Au début 2006, le premier fournisseur d'accès Internet privé, Aya, a obtenu sa licence ; si cela va contribuer à la prolifération d'Internet, les restrictions gouvernementales restent en place et les droits de propriété intellectuelle sont inexistant⁴⁵.

Al Watan est un autre exemple de changement économique, politique et social : premier quotidien syrien privé, son succès annonce peut-être une nouvelle ère des réformes économiques syriennes. Après la mort de Hafez en 2000, Bachar a immédiatement fait passer une nouvelle loi autorisant la création de médias privés en Syrie. Waddah Abd Rabbo a bien vite quitté Paris pour profiter de cette opportunité. Bien que tous les équipements d'*Al Watan* fussent à Damas, des difficultés administratives l'avaient forcé à mener son activité sous une licence française. Selon lui, les conditions d'origine étaient quasi insupportables : il était forcé d'utiliser les presses d'impression de l'Etat et il devait changer sans cesse de lieu, la nuit, à cause de menaces de mort incessantes. Néanmoins, il existe aujourd'hui plus de 180 licences pour des opérations de presse privée en Syrie. *Al Watan* va bientôt recevoir sa propre presse d'impression et le journal s'arrache régulièrement dans les heures suivant sa parution⁴⁶.

En plus du régime actuel des sanctions à son encontre, la Syrie n'a pas la capacité de faire des réformes économiques progressistes. Par exemple, bien que la loi autorisant les banques privées ait été votée en 2001, il fallut un an pour établir un comité de crédit et encore une autre année pour mettre en place le comité de réglementation⁴⁷. Une des raisons principales, hors de l'inertie administrative, est le manque de technocrates formés aux niveaux-clefs du gouvernement. Là encore, des années de sinécures et de cooptations ont créé cet état de fait. Cependant, la Syrie a récemment progressé pour combler ce manque de capacités : par exemple, elle a récemment conclu un accord avec la France, permettant aux bureaucrates syriens d'intégrer l'ENA, qui forme également l'élite des politiciens et des technocrates de plusieurs pays occidentaux⁴⁸.

On peut constater les tentatives européennes d'intégrer l'économie syrienne dans le marché régional et mondial dans les négociations actuelles avec la zone euro-méditerranéenne de libre-échange, dont l'objectif déclaré est d'entamer un processus permettant « *la paix et une prospérité commune* » et « *un développement économique et social durable et*

⁴⁴ The Economist Intelligence Unit, *Country Profile 2006 : Syria*, p. 22.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Entretien privé avec W. Abd Rabbo, *op. cit.*.

⁴⁷ Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria...*, *op. cit.*, p. 81.

⁴⁸ Ibid., p. 83.

«*équilibré*»⁴⁹. Cependant, les tentatives de faire avancer l'intégration au sein de la zone euro-méditerranéenne de libre-échange ont été bloquées par une gêne dans les rangs des pays nord-européens de l'UE, particulièrement l'Allemagne, qui considère le projet comme une initiative française sortant de l'UE et visant à consolider une base de puissance française indépendante⁵⁰.

LE SPECTRE DE L'IRAN

Dans le sillage du malaise économique général du pays, des remèdes de fortune tels que les échanges illicites avec l'Iraq au sein du programme « Pétrole contre nourriture » de l'ONU n'ont eu qu'un effet provisoire sur les réalités économiques difficiles auxquelles la Syrie est actuellement confrontée. Elle est en train de devenir rapidement un Etat rentier dont les rentes s'épuisent. La Syrie est déjà un importateur net de pétrole raffiné. La hausse du prix du baril a forcé le gouvernement à réduire bon nombre des subventions qu'il donnait habituellement. Les longues files d'attente devant les stations d'essence avant la montée des prix du pétrole rappellent la pression que subira la population syrienne quand l'inflation se fera sentir en Syrie.

Alors que les sanctions bilatérales des Etats-Unis continuent d'entraver le développement économique de la Syrie, que ses réserves de pétrole s'épuisent, que le marché libanais pour les travailleurs syriens se réduit et que l'Iraq reste dangereusement instable, l'une des principales ressources financières de la Syrie est l'Iran. L'Iran a une histoire longue et compliquée avec la Syrie. En froid suite à la révolution iranienne, leur relation s'est réchauffée au cours des années 1990, lors de l'épuisement du soutien armé traditionnel des Soviétiques. Ce développement a provoqué un changement dans la tactique syrienne : elle s'est éloignée de la parité stratégique avec Israël, un équilibre classique des forces stratégiques qui impliquait la consolidation de ses forces armées conventionnelles grâce à l'aide soviétique, pour une approche asymétrique, qui cherchait un équilibre de la peur. Afin de maintenir cette nouvelle attitude, la Syrie a accueilli et soutenu les nombreux groupes armés non étatiques campant le long des frontières d'Israël et à l'intérieur des territoires occupés, dont les plus célèbres étaient le Hezbollah, le Hamas et le Djihad islamique : tous ont des bureaux à Damas. Sans capacité réelle de fabrication intérieure d'armes, la Syrie s'autorisa rapidement à devenir un entonnoir pour les armes iraniennes destinées à ces groupes. Le canal des armements existait déjà, puisque le Hezbollah a toujours été un projet soutenu et financé par l'Iran. Grâce à une coopération et une coordination plus grandes de la Syrie, les voies d'acheminement devinrent simplement plus dégagées. La Syrie récolta les bénéfices de s'être déchargée sur ces groupes, par procuration, du fardeau économique et militaire de la lutte contre Israël et se fit un allié de l'Iran, qui se voyait de plus en plus marginalisé partout ailleurs⁵¹.

Cette relation existe encore aujourd'hui. Le rejet de la Syrie par l'Occident l'a plus que jamais diversifiée et consolidée. Contrairement à la plus grande partie du monde occidental et de ses alliés, les Syriens ne voient pas l'Iran comme une menace. Ce dernier étant leur allié

⁴⁹ Girogio FAZIO, « Euro-Mediterranean economic integration : an empirical investigation of trade flows », Document de séance de l'ESRA, n° 610, juin 2006, disponible sur le site Internet ideas.repec.org/p/wiw/wiwsa/ersa06p610.html#abstract.

⁵⁰ « The awkward partners », *The Economist*, 15-21 mars 2008, pp. 61-62.

⁵¹ Pour plus d'informations sur les liens entre l'Iran et la Syrie, cf. Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria...*, op. cit. ; Patrick SEALE, *The Struggle for the Middle East*, University of California Press, Berkeley, 1995.

de principe dans la région, son soutien n'est pas perçu comme un handicap stratégique, mais comme un atout face à ce que les Syriens considèrent comme une région majoritairement hostile, avec Israël aux frontières occidentales et les Etats-Unis en Iraq à l'Est. Chaque pays étant confronté à un blocage états-unien sous la forme de sanctions imposées, il est logique qu'ils collaborent de plus en plus suite à l'invasion américaine de l'Iraq⁵². Chaque Etat voit l'autre comme un allié nécessaire. La Syrie reçoit des investissements étrangers directs indispensables de l'Iran et l'Iran a un contrepoids arabe dans une région fortement hostile au moindre de ses gestes.

Comme le signale Nabil Sukkar, les liens avec l'Iran se renforcent et se diversifient. Les investissements iraniens s'étendent de la fabrication de voitures à l'apport de gaz naturel à prix réduit pour une économie syrienne qui sera probablement en butte à une crise énergétique suite à l'épuisement de ses réserves. En 2006, les investissements iraniens en Syrie s'élevaient à 400 millions de dollars environ, faisant de l'Iran le troisième plus gros investisseur du pays derrière l'Arabie saoudite et la Turquie. Cela va changer rapidement⁵³.

Il y a actuellement une zone industrielle de 2 milliards de dollars réservée aux entreprises iraniennes. Avec la nécessité de nouveaux projets dans le secteur automobile, ainsi que de réseaux de transports, les entreprises iraniennes s'installent en masse en Syrie. Les mesures de privatisation récentes de cette dernière ne manquent certainement pas d'attirer les investisseurs iraniens. Des représentants des deux pays ont récemment annoncé des projets d'augmentation des investissements iraniens en Syrie d'environ 10 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. L'Iran est la clef de voûte de la croissance économique syrienne. Si les liens avec l'Iran restent forts, ils ne suffiront pas à entretenir indéfiniment la Syrie et n'offrent aucune solution aux problèmes économiques et politiques plus vastes du pays.

L'économie syrienne subit de fortes pressions, à cause des réserves de pétrole en baisse, de l'explosion de la population jeune, du chômage en hausse et de l'afflux des réfugiés de guerre. Ces problèmes croissants se projettent jusque dans un avenir lointain. Les sanctions bilatérales des Etats-Unis continuent de restreindre l'accès aux transactions basées sur les dollars, aux composants informatiques-clefs qui permettraient à la Syrie de rattraper son retard dans la révolution de l'information et l'économie mondiale. En dépit du rôle de soupape économique de l'Iran, ce dernier n'est pas la panacée aux maux économiques de la Syrie. De plus, une alliance qui se prolongerait entre la Syrie et l'Iran est porteuse du dilemme double de l'isolation diplomatique et de l'immobilisme économique. Elle ne saurait se rompre facilement.

* *

*

A Damas, nombreux sont ceux qui parlent d'Israël et des Etats-Unis comme de vraies menaces envers la paix au Moyen-Orient. Cependant, ils ne peuvent nier les pressions

⁵² Hugh NAYLOR, « Iranian investments in Syria – Economic and political objectives », *The Middle East Media Research Institute*, 10 oct. 2007. disponible sur le site Internet memrieconomicblog.org/bin/content.cgi?article=38.

⁵³ Entretien avec Nabil Sukkar, *op. cit.*, 10 janv. 2008.

ressenties actuellement par la Syrie, dues à son statut actuel de paria international. Le conflit prolongé en Iraq a fait venir près de 1,7 million de réfugiés dans le pays, mettant à mal le système socialiste de la Syrie. Le gouvernement s'est engagé à brider l'afflux de combattants étrangers en Iraq, mais devrait peut-être se soucier davantage des implications sur la stabilité intérieure syrienne du retour de ces combattants, qui verront peut-être dans le régime de Damas un régime apostat. Bien que l'aide iranienne, sous forme de voitures et de gaz naturel, ait fait démarrer en flèche le moteur de l'économie intérieure syrienne, l'entrée d'armes iraniennes au Liban *via* la Syrie est la cause probable des frappes aériennes d'Israël en septembre. De plus, il semblerait que l'Iran devienne bientôt la neuvième puissance nucléaire du monde : cela sera peut-être pour la Syrie l'occasion de repenser son alliance avec un Etat qui attire de plus en plus l'opprobre mondial.

C'est peut-être l'absence de réaction à l'attaque israélienne en septembre 2007 qui est la plus révélatrice. Le président Bachar el Assad a expliqué d'un ton mesuré, au cours de son entretien avec la BBC, que l'absence de réponse militaire syrienne ne constitue pas nécessairement une faiblesse, mais cela peut illustrer le dilemme où se trouve la Syrie vis-à-vis de son voisin le plus fort et de son allié le plus fidèle⁵⁴. Assad a déclaré que la Syrie avait « *ses propres moyens de riposte* », ce qui a généralement été interprété comme l'annonce d'une riposte asymétrique. On peut supposer que, en réalité, la Syrie désire se retirer du combat militaire avec Israël ; Fayçal Mekkdad, ministre adjoint des Affaires étrangères, a récemment dit que la restitution du Golan continue d'être le prix de la paix syrienne⁵⁵. Des perceptions contradictoires des territoires qu'Israël a occupés ces quarante dernières années continuent de troubler la perspective d'une paix durable et légitime. Le consensus arabe a toujours été la restitution des Hauts du Golan à la Syrie, a déclaré le ministre F. Mekkdad.

Après le sommet arabe à Damas fin mars 2008, la Syrie pourrait être bien avisée d'écouter le consensus arabe plus attentivement. Pour ce faire, elle pourrait solidifier ce dernier en montrant son engagement envers la paix avec autant d'ardeur qu'elle manifeste à montrer son arabité. Elle pourrait également diversifier ses sources d'apport économique mondiales et régionales, afin de relâcher les liens persans qui l'attachent trop étroitement à Téhéran.

⁵⁴ Entretien de Bachar el Assad, BBC, 3 oct. 2007, disponible sur le site Internet news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/7026003.stm.

⁵⁵ Entretien avec Fayçal Mekkdad, Damas (Syrie), 12 janv. 2008.